

VERS UNE GRÈVE DES VÉTÉRINAIRES

«Nous allons bloquer l'Algérie»

Les ports, les aéroports ainsi que les abattoirs risquent de connaître une paralysie totale. Et pour cause : le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) n'exclut pas le recours à une démonstration de force.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - «Le conseil national consultatif aura à définir l'ampleur des protestations et leur durée», lit-on dans un communiqué rendu public. Portant la signature de son secrétaire général, Dahmane Mohamed, le communiqué du Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique rendu public au lendemain de la réunion du bureau national en date du 11 mai dernier en son siège à Alger, fait état de deux principaux points. Il s'agit du projet de régime indemnitaire et de l'avant-projet du statut des vétérinaires appartenant aux collectivités locales. C'est d'ailleurs autour de ces deux questions que le SNVFAP a appuyé son argumentaire en convoquant une réunion extraordinaire du conseil national consultatif. Pour le secrétaire général du SNVFAP, «la responsabilité de cette situation incombe entièrement à la direction générale de la Fonction publique». «Nous avons donné suffisamment de temps à la Fonction publique pour le règlement de ce problème, mais à notre grande déception, rien de

concret et de satisfaisant n'a été fait. Malgré nous, nous risquons de bloquer toute l'Algérie, à savoir les ports, les aéroports, les abattoirs et autres services techniques», dira le secrétaire général du SNVFAP. Et d'ajouter : «C'est la base qui nous pousse à agir de la sorte. Le ministère de tutelle a fait son travail, mais la responsabilité du blocage incombe à la direction générale de la Fonction publique.» Dans ledit communiqué, le SNVFAP a fait état du «rejet à l'unanimité des membres du bureau national des propositions de la Fonction publique qui ne répondent pas aux attentes des vétérinaires, vu le danger, la pénibilité, le risque et les contraintes de ce métier ainsi que la lourde responsabilité pour préserver la santé publique et l'économie nationale». Pour rappel, en 2008, 1 136 vétérinaires ont observé une grève qui a touché 40 wilayas et a mené à l'arrêt de l'activité au niveau de 319 abattoirs de viandes rouges et de 393 autres de viandes blanches. La grève a, par ailleurs, paralysé toutes les activités de contrôle et de dépistage au



Les vétérinaires déplorent la situation de blocage et le silence sur leurs revendications.

niveau des postes frontalières, des ports et des aéroports. La chaîne de contrôle des viandes s'est trouvée directement touchée par

ce débrayage. Il est à rappeler qu'à cette époque, les revendications qui ont présidé à la naissance de ce mouvement de protesta-

tion des médecins vétérinaires sont liées à la fermeture des portes du dialogue par la tutelle.

A. B.

A L'APPEL DU SNPSP ET DU SNPSSP

Les praticiens entrent en grève illimitée

Point de dialogue entre les syndicats de la santé et le ministère de la Santé. L'appel à la grève illimitée à partir d'aujourd'hui a donc été maintenu par le SNPSP et le SNPSSP.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les deux syndicats mobilisent leurs troupes pour dénoncer la position de la tutelle qui, après les avoir conviés à une réunion de conciliation, a actionné la justice. Les praticiens, les praticiens spécialistes et les résidents ne seront donc pas de service aujourd'hui et pour une durée indéterminée. Les résidents en grève depuis deux mois ne comptent pas arrêter leur mouvement. Les informations faisant état d'une suspension de la grève après une supposée réunion des représentants des résidents n'avaient aucun fonde-

ment. Le collectif des résidents se dit plus que jamais mobilisé. Des actions seront programmées en collaboration avec le SNPSP et le SNPSSP, notamment une marche qui, au regard de la capacité de mobilisation des deux syndicats, promet d'être impressionnante. Les syndicats autonomes, qui tentent depuis des années de faire aboutir des revendications relatives au statut, au régime indemnitaire et à la formation, se sont heurtés à une absence de volonté de régler les problèmes posés. Dans une tentative maladroite de désamorcer la crise, le

ministre de la Santé affirmait que les praticiens allaient bénéficier d'une revalorisation conséquente pouvant atteindre les 110% et d'un rappel de l'ordre de 800 000 DA. Des affirmations que les syndicats des praticiens avaient aussitôt démenties. Ils estiment que les augmentations ne dépasseront pas les 35% et que le rappel en question ne concernait pas moins de quatre années, ce qui explique son montant. C'est dire qu'entre les deux parties, le dialogue est totalement rompu et aura, dès aujourd'hui, pour conséquence une quasi-paralysie de l'activité au niveau des structures hospitalières.

N. I.

CONSULTATIONS SUR LES RÉFORMES POLITIQUES

MM. Touati et Boughazi assisteront M. Bensalah

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a désigné MM. Mohamed Touati et Mohamed Ali Boughazi, conseillers à la présidence, pour mener, aux côtés de M. Abdelkader Bensalah, de concert avec lui et sous son égide, l'organisation et le déroulement des consultations prévues sur les réformes politiques, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

M. Bensalah entamera, samedi prochain 21 mai, les consultations sur les réformes politiques visant l'approfondissement du processus démocratique et le renforcement de l'Etat de droit.

APS

Marche des architectes à Bouira

Des dizaines d'architectes de la wilaya de Bouira sont montés au créneau, hier, pour protester contre leurs conditions de travail.

Selon Omar Leham, président de la délégation de la wilaya de Bouira, affiliée au conseil local de l'Ordre des architectes de la région d'Alger, rencontré devant le siège de l'OPGI où un rassemblement a eu lieu, l'objet du courroux des architectes de la wilaya de Bouira est leur marginalisation par les maîtres d'ouvrage, dont l'OPGI.

En effet, il est reproché à cette institution de faire dans la rigidité quant au traitement des dossiers et même dans l'exclusion des architectes de Bouira au détriment de ceux des autres wilayas.

Aussi, lors de ce rassemblement, les architectes de la wilaya, qui sont plus de 80, ont interpellé le directeur de l'OPGI pour surseoir à l'application du cahier des charges en cours de lancement et ce, jusqu'à l'élaboration et l'adoption d'un cahier des charges en commun avec la corporation des architectes, donner la priorité dans l'octroi des études et le suivi aux architectes de la wilaya de Bouira afin



Les architectes devant le siège de l'OPGI en discussion avec le DG, M. Dorbhan.

d'encourager ceux-ci à recruter la main-d'œuvre et résorber, un tant soit peu, le problème du chômage qui se pose avec acuité dans la wilaya et enfin, appliquer l'instruction du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme concernant la maîtrise d'œuvre pour tout programme inférieur ou

égal à 50 logements ; instruction déjà exécutée par l'ensemble des OPGI du pays.

Sur place, le directeur de l'OPGI de Bouira, Dorbhan Ben Allal, qui est sorti à leur rencontre et qui était destinataire de leur lettre de revendications, leur a clairement expliqué qu'il ne fait qu'appliquer les

lois de la République et de sa tutelle, en leur rappelant, concernant la marginalisation, que la loi lui interdit de faire dans la discrimination entre eux et les architectes venus des autres wilayas et que seul le travail fourni par chacun dicte la sélection du bureau d'études.

Par ailleurs, après ce rassemblement, une marche a été organisée vers le siège de la Wilaya où une délégation était en attente depuis 11 h, pour rencontrer le wali et lui remettre une lettre dans laquelle il lui est demandé de mettre fin aux provocations des maîtres d'ouvrage par leur lancement de concours d'études d'adaptation. «Une procédure, selon ces architectes, contraire à la réglementation en vigueur».

A 14 h, les architectes, des universitaires qui ont pour la plupart, bossé plus de 20 ans dans cette profession, attendaient le wali et ne savaient plus si celui-ci daignerait enfin les recevoir ou pas.

Signalons qu'outre ces deux lettres, une plate-forme de revendications portant sur 19 points devait être également remise au premier magistrat de la wilaya.

Y. Y.